

L'étalon-or est-il un système monétaire à regretter ?

Axelle Degans

Point méthodologique

Ce sujet ne doit pas donner lieu à un plaidoyer en faveur de l'étalon-or ou au contraire à une critique globale et acerbe de ce système monétaire. On attend plutôt ici une analyse raisonnée des avantages et inconvénients de ce système sans oublier qu'il est daté. Il faut se garder d'une vision a posteriori regrettant l'étalon-or au regard du Gold Exchange Standard de l'entre-deux-guerres qui n'a pas permis de retrouver la stabilité passée.

Ce sujet posé sous forme de question appelle une réponse claire. Le plan dialectique est tout à fait adapté pour répondre à ce sujet.

On peut traiter dans le même esprit un sujet sur le Gold Exchange Standard ou un sujet portant sur le système de Bretton Woods.

Clé du sujet : Le système de l'étalon-or offre-t-il réellement plus d'avantages que d'inconvénients ?

Introduction

Le système monétaire de l'étalon-or est adopté au XIX^e siècle, à l'époque de la toute puissance britannique, il permet les échanges entre pays ayant des monnaies différentes. On en garde le souvenir d'une période de grande stabilité favorable à l'expansion de l'économie, grâce à la puissance affirmée de la livre sterling. Ce souvenir n'est-il pas déformé du fait de l'instabilité monétaire qui succède à la première guerre mondiale ?

Les avantages du système de l'étalon-or sont-ils bien plus importants que les inconvénients ?

Nous détaillerons ses avantages sans oublier qu'il n'est pas exempt d'inconvénients et de constater qu'à la veille de la première guerre mondiale ce système monétaire est à bout de souffle.

I. Un système monétaire qui offre de nombreux avantages

Il inspire la confiance

L'étalon-or résout le délicat problème soulevé par les échanges internationaux, celui de la confiance entre les différentes monnaies. Il propose un système de conversion basé sur leur parité en or qui offre l'avantage de connaître de façon sûre la valeur de chaque monnaie, garantie par le stock d'or de chaque pays. Seuls les billets sont convertibles en or. L'or inspirant, à travers les âges, une confiance quasi inébranlable.

Il offre une grande stabilité

Les compensations mécaniques assurent sa stabilité et favorisent les épargnants. Les taux de change ne connaissent que de très faibles variations. Cette stabilité des changes diminue considérablement la spéculation monétaire. Dans tous les pays, la masse monétaire est déterminée par les mouvements internationaux de ce métal précieux.

Il est favorable à l'essor des échanges

Un système monétaire fiable et stable offre une garantie suffisante pour permettre une intensification sans précédent des échanges, facilités aussi par les migrations et la colonisation européennes et une amélioration des transports (navires et percement de canaux). L'étalon-or est le lubrifiant accélérant les échanges internationaux.

II. L'étalon-or n'est pas sans inconvénients

Il est une reconnaissance de la suprématie britannique

L'étalon-or repose sur une monnaie qui sert de pivot, la livre sterling (£) adossée à un confortable stock d'or national. Il est également servi par la toute puissance financière

britannique symbolisée par la City qui concentre les plus grands organismes financiers du monde de l'époque (banque Rothschild par exemple). Les règlements se font souvent en lettres de changes libellées en £. Tout le système repose sur la confiance qu'elle inspire. L'étalon-or est en fait un étalon-sterling.

C'est un système monétaire assez rigide

Il s'agit ici du mécanisme de compensations automatiques, le solde des balances extérieures est réglé en métal étalon. En outre, la production d'or ne correspond pas toujours aux besoins de l'économie mondiale.

Un stock d'or mal réparti

Le rééquilibrage naturel des paiements extérieurs suppose une meilleure répartition entre partenaires commerciaux. En fait, l'or se concentre en Europe de l'Ouest car le système de l'étalon or avantage les pays les plus riches qui attirent les capitaux. Il ne règle pas le déséquilibre des échanges mondiaux.

III. L'étalon-or est un système monétaire à bout de souffle en 1914

Défenseurs et détracteurs de l'étalon or

Ses défenseurs, avant tout des libéraux, estiment que l'étalon or impose de saines contraintes monétaires aux États qui ne peuvent créer de la monnaie comme bon leur semble, cela limite l'inflation. On trouve ses détracteurs chez les keynésiens, qui reprochent à l'or cette « relique barbare » de ne pas permettre aux États d'avoir toute latitude pour leur création monétaire, perdant ainsi une part de leur souveraineté.

Il est fragilisé par une suprématie britannique moins évidente.

Ce système monétaire est conçu autour de l'hégémonie industrielle britannique et la force de la City or dès les dernières années du XIX^e siècle l'avance d'Albion est moins affirmée du fait du dynamisme économique de nations européennes comme l'Allemagne et même non-européenne comme les États-Unis. La livre sterling est de plus en plus concurrencée par d'autres monnaies, le dollar en particulier.

Il ne se remet pas de la première guerre mondiale.

Il est mis entre parenthèses le temps d'une guerre bien plus longue, meurtrière et coûteuse que prévu. En 1918, les équilibres sont durablement modifiés, les belligérants européens se sont lourdement endettés, leur monnaie est dépréciée et le stock d'or a migré vers les États-Unis qui en détiennent désormais la moitié, sans avoir la moindre volonté de la redistribuer pour faciliter la reprise des échanges internationaux. Le Gold Exchange Standard (GES) est mis en place pour gérer la pénurie d'or à l'échelle mondiale, les États-Unis conservant jalousement leur stock à Fort Knox. L'étalon-or a vécu !

Conclusion

Ce système monétaire a permis une internationalisation et une ouverture sans précédent des économies au XIX^e et au début du XX^e siècle. Cependant il ne faut pas le regretter car il offrait un net avantage à une nation, la Grande-Bretagne, sur les autres, ce qui ne fait que sanctionner son avance industrielle. C'est en outre un système très rigide qui ne fonctionne que par un système complexe de compensations, pas toujours réalisables. Ses avantages, dont la stabilité n'est pas le moindre, ne compensent pas ses inconvénients. Il ne peut fonctionner qu'avec une hégémonie clairement affirmée et un bon vouloir de l'économie dominante, ce qui n'est plus le cas avec l'affirmation des États-Unis.

On le regrette durant l'entre-deux-guerres comme on a la nostalgie de cette période idéalisée d'avant 1914, la « Belle Époque ».

Bibliographie

J. Bourget, *Monnaies et système monétaires*, Bréal, 2002, p74-81

Le XIX^e siècle est-il vraiment libéral ?

Axelle Degans

Point méthodologique

Le sujet semble paradoxal tant le XIX^e siècle est assimilé à un « âge de fer », au temps de la confrontation des classes économiques et sociales que Karl MARX décrit comme la lutte des classes. Ce sujet invite donc à discuter du caractère libéral du XIX^e, à aller plus loin que l'image...peut-être d'Epinal. La période du XIX^e peut être étendue aux premières années du XX^e siècle, tant la première guerre mondiale est une césure politique, économique et sociale qui ouvre réellement le XX^e siècle.

La doctrine libérale valorise les libertés aussi bien politiques qu'économiques (que nous privilégierons ici). Elle repose sur le droit de propriété privée, la liberté du commerce, la faible intervention de l'État dans la sphère économique.

Clé du sujet : Le XIX^e siècle peut-il être réduit à sa face libérale?

Introduction

Le XIX^e est le siècle de l'épanouissement de la révolution industrielle et des théories économiques tant libérales que marxiste : c'est le siècle du triomphe du capitalisme libéral et de la bourgeoisie conquérante. Le XIX^e consacre la domination britannique et la discrétion de l'État. Le XIX^e est-il seulement libéral ? Le XIX^e est l'époque de l'affirmation du libéralisme, pourtant le protectionnisme est une réalité, car le XIX^e n'est pas le siècle d'un libéralisme intégral.

I. Le XIX^e : l'époque de l'affirmation du libéralisme

Les théoriciens du libéralisme sont avant tout des hommes du XIX^e

Il existe des économistes précurseurs tels Adam SMITH (1723 -1790) qui sont des pères fondateurs du libéralisme. Néanmoins, David Ricardo (*théorie de l'économie politique et de l'impôt*, 1817) qui est un ardent défenseur du libre échange (théorie des avantages comparatifs) et de la spécialisation des économies ou Jean-Baptiste SAY (la loi des débouchés de SAY) sont des hommes du XIX^e comme Friedrich LIST.

La Grande-Bretagne opte durablement pour le libéralisme

Depuis l'abandon des *Corns Laws* (1846) la Grande-Bretagne préfère importer des céréales moins chères que la production nationale aux prix plus élevés. L'importation de céréales peu chères permet de maintenir à un niveau assez bas les salaires des ouvriers. Elle est bien libérale quand elle décide de valoriser sa production industrielle au détriment de l'agriculture. La Grande-Bretagne devient une adepte du libre-échange dès 1840, elle est la première nation industrielle et bénéficie d'un net avantage dans ce domaine. Elle fait la promotion du libre-échange : la France l'adopte en 1860, suivie de l'Allemagne, la Russie...

L'État reste discret

En général, il intervient peu dans la vie économique, cantonné à ses prérogatives régaliennes, le marché étant régulé, selon les libéraux, par une «*main invisible*», l'État n'a pas à jouer un rôle de régulation. L'État ne mène pas de politique économique au sens où l'on peut l'entendre aujourd'hui. Il est plus interventionniste dans les pays jeunes entamant leur industrialisation après les années 1850.

II. Le protectionnisme est pourtant une réalité de ce siècle

Le protectionnisme trouve des défenseurs

L'économiste Friedrich LIST défend un protectionnisme temporaire pour protéger les industries naissantes d'une concurrence trop vive, jusqu'à ce qu'elles soient assez solides

pour faire face à la concurrence internationale. Karl Marx défend, pour d'autres raisons, le protectionnisme.

« Le protectionnisme est la règle, le libre échange l'exception » (P. Bairoch)

Le protectionnisme se généralise avec la Grande Dépression (1873-1895). L'Allemagne bismarckienne retourne au protectionnisme en 1879, la France en 1881 et 1884 (la loi Méline de 1892 protège l'agriculture française des importations américaines), l'Italie en 1887, les États-Unis en 1890 (tarifs Mac Kinley)

Le commerce colonial se déroule dans un cadre protectionniste

Les puissances européennes se lancent dans la conquête coloniale, si l'Amérique s'émancipe, l'Asie et l'Afrique passe sous la tutelle européenne. Les métropoles établissent un pacte colonial à leur profit. Le « système de l'exclusif » permet aux métropoles de disposer d'un monopole commercial avec leurs colonies. Le libre-échange ne s'étend donc pas aux colonies.

III. Le XIX^e n'est pas le siècle d'un libéralisme intégral

Un État discret mais présent

Il ne régle pas la vie économique mais opte ou non pour le libre-échange, autorise les syndicats, légifère pour protéger les plus fragiles (interdiction du travail de nuit pour les femmes et les enfants, ... ce sont les premières avancées sociales), défend les intérêts coloniaux (Guillaume II) du pays mais aussi pour les intérêts privés. Il mène une politique volontariste d'éducation (France de Jules Ferry, Angleterre de Victoria, Allemagne de Bismarck) qui répond aux besoins nouveaux de l'industrialisation comme aux impératifs de la démocratisation.

Un protectionnisme souple

Le protectionnisme ne concerne que quelques produits, il n'est jamais intégral et n'empêche en rien la formidable expansion des échanges durant tout le XIX^e siècle et jusqu'au déclenchement de la première guerre mondiale.

Le XIX^e : le siècle de l'ouverture plus que du libéralisme pur

L'ouverture est bien sûr commerciale (progrès de la marine, ouverture des canaux) mais aussi largement économique (le taux d'ouverture des économies à la veille de 1914 n'est pas retrouvé avant les années 1960 et même 1970 pour certains pays). Cette ouverture est également culturelle comme en témoigne le *fauvisme* (été 1905 à Collioure) et le *cubisme* qui rompent avec les héritages académiques et s'ouvre aux influences étrangères, notamment africaines.

Conclusion

Le XIX^e siècle est donc le siècle de l'industrialisation d'une Europe conquérante et ouverte, mais aussi d'une Europe très dure envers certaines de ses populations qui choisissent parfois l'émigration pour trouver ailleurs de meilleures conditions de vie. Ce siècle ne peut se réduire au cliché du libéralisme dont il certes le promoteur et la première époque de son expérimentation. Il ne faut en aucun cas imaginer un siècle de libéralisme pur tant il est mâtiné de protectionnisme tout en inaugurant les premières interventions en matière sociale. Il est aussi le siècle de la naissance de l'opposition au libéralisme. Le XIX^e est le siècle d'un libéralisme plus limité que l'on ne l'imagine aujourd'hui, il est pourtant le siècle de l'ouverture par excellence ; ouverture brisée par les guerres mondiales et la période d'instabilité de l'entre-deux-guerres.

Big Business et Big Government aux États-Unis dans la première moitié du XX^e siècle

Arnaud Cappeau

Les termes en anglais ne peuvent pas décontenancer un étudiant de classes préparatoires. Le Big Business c'est le monde des affaires, des trusts qui brassent des millions de \$. C'est le petit cercle des Rockefeller, Ford, Pierpont-Morgan... Le Big Government, c'est l'État fédéral volontariste et interventionniste. Le sujet invite (conjonction de coordination et) à étudier les rapports qu'entretiennent ces 2 formes de pouvoir : économique et financier d'une part, politique et social d'autre part. L'intitulé engage le candidat à donner une profondeur temporelle d'un demi-siècle à son analyse : il devra commencer vers 1900 avec l'essor du mouvement progressiste et s'arrêter en 1945 (fin de l'effort de guerre qui a nécessité une intervention massive de l'État). Le plan est, dans ses grandes lignes, chronologique.

Sujet périphérique : Libéralisme et crise dans l'Entre-deux-guerres.

Introduction

La puissance industrielle des É-U qui n'était, en 1860, que la 4^e du monde, avait conquis la 1^{re} place dès 1894. Une telle industrie fondée sur la standardisation (machinisme + taylorisme) nécessitait une forte concentration qui prit la forme de *trusts* (groupements sous direction unique d'entreprises jusque-là indépendantes) souvent dirigés par un financier (Pierpont-Morgan pour le *trust* de l'acier). En 1904, 7 grands *trusts* regroupaient 1 500 usines pour une capitalisation de 2,7 milliards de \$; 298 *trusts* de second rang réunissaient 3 400 usines et capitalisaient 4,5 milliards de \$. Leur développement est fulgurant : les $\frac{3}{4}$ sont nés après 1898. Cette concentration de pouvoirs entre les mains d'un petit nombre de personnes pouvait faire craindre l'avènement d'une ploutocratie. Beaucoup s'en inquiétaient et d'abord le Président Wilson qui voyait dans sa fonction un contre-pouvoir aux *trusts* pour le bien du peuple.

En quoi la concentration du pouvoir économique — efficace mais dangereuse — a-t-elle nécessité, en réaction et par souci d'équilibre, la concentration du pouvoir politique ?

I. Les fondements du *Big Business* et du *Big Government*

Les ressorts du Big Business

Le *self made man* n'est pas jaloux mais admiré et, dans l'*Éthique du protestantisme et l'esprit du capitalisme*, Max Weber a montré que l'argent et la réussite matérielle sont moins suspects que dans les pays catholiques.

Les thèses évolutionnistes de Darwin sont adaptées à la société par Spencer : la concentration répond à une loi naturelle et seuls les + forts doivent survivre. Les milliardaires philanthropes comme Rockefeller ou Carnegie sont l'incarnation du progrès et de l'énergie vitale. Pour le *Big Business*, le meilleur gouvernement est celui qui gouverne le moins.

Progressisme contre Big Business

Le mouvement progressiste prend de l'ampleur après 1900 en dénonçant les abus des monopoles, leur collusion avec les hommes politiques, la corruption et la misère.

Démocrates et républicains sont gagnés par le progressisme, mais face au *Big Business*, les réponses qu'ils apportent sont différentes : Wilson (*New Freedom*) veut détruire les monopoles et rétablir la libre concurrence alors que Théodore Roosevelt (*New Nationalism*) souhaite l'élargissement des pouvoirs fédéraux, un *Big Government* en somme, sans remettre fondamentalement en cause le *Big Business*. En 1912, Wilson remporte l'élection présidentielle.

Big Business et Big Government à l'épreuve de la guerre

L'entrée en guerre en 1917 pousse Wilson à demander au Congrès des pouvoirs élargis : le *Big Government* s'installe dans les faits pour soutenir l'effort de guerre (*Industry War Board, Food Administration, etc.*)

La législation antitrust est mise en veilleuse, l'esprit de croisade bande les énergies et fait accepter l'élargissement des pouvoirs fédéraux. Les nouveaux millionnaires qui se sont enrichis tout en participant à l'effort de guerre et à la victoire sont de nouveau loués. Nouvelle virginité pour le *Big Business*.

II. Les années 1920 : de l'âge d'or du *Big Business* à sa faillite

« Plus de *Business* dans le gouvernement, moins de gouvernement dans le *Business* » (Harding)

Les républicains au pouvoir de 1921 à 1933 entourent le *Business* d'une considération qui clôt le débat sur les monopoles et les nouveaux riches. Harding publie un article au titre évocateur : « Plus de *Business* dans le gouvernement, moins de gouvernement dans le *Business* ».

Face au *Big Business*, il n'y ni *Big Government* ni forces syndicales : les *leaders* syndicaux sont déconsidérés par des affaires de corruption et collusion avec le patronat. Le nombre de syndiqués passe de 5 millions à 3,4 millions entre 1920 et 1929.

La nouvelle fonction sociale du Business à l'époque de la Prospérité

Dans *American Individualism* (1922), le futur président Hoover estime que les milieux d'affaires sont, depuis la guerre, animés de l'esprit de l'intérêt commun. La « coopération » (pour ne pas dire « monopole ») entre industriels est le gage de l'efficacité dont chaque Américain bénéficie.

Confiance et bonne conscience un peu naïve des républicains qui estiment inutile un renforcement des pouvoirs fédéraux. Pourtant le chômage, bien que modéré, persiste et le pouvoir d'achat des agriculteurs ne se relève pas de la chute des prix agricoles. En 1929, Hoover crée un *Federal Farm Board* afin de faciliter les prêts aux régions agricoles et le nouveau Président suggère de renforcer le protectionnisme.

La faillite du Big Business ?

Coup de tonnerre du « Jeudi noir » 24 octobre 1929 : incompréhension de la crise et inadaptation des réponses. Dès novembre, Hoover demande aux industriels de faire preuve d'esprit civique, de ne pas baisser les salaires ni licencier. En 1930, il fait voter par le Congrès 700 millions de crédits destinés aux travaux publics, le *Federal Reserve Board* tente de faciliter le crédit et le tarif Smoot Hawley renforce le protectionnisme.

Face à la montée du chômage, Hoover et ses conseillers tous venus du *Big Business* refusent d'intervenir directement : l'*Emergency Relief Organization* se borne à stimuler la charité privée... Pour le Président (et même des syndicalistes), l'allocation chômage serait un frein à la reprise.

III. Le *New Deal* : retour du *Big Government* et naissance du *Big Labor*

Le retour du Big Government : efficacité ou dérive autoritaire ?

Dès son discours d'investiture (4 mars 1933), Roosevelt affirme que les É-U ne se relèveront que sous l'impulsion d'une vigoureuse action gouvernementale. Le *Thomas Amendement* de 1933 confère au Président des pouvoirs très étendus en matière monétaire, *Wall Street* est mis sous étroite surveillance (*Securities Exchange Commission*) ; la Maison Blanche devient le centre moteur de la société et Roosevelt en est le *boss*.

1933 : *Agricultural Adjustment Act* (politique dirigiste malthusienne afin de faire remonter les prix agricoles : échec relatif), *National Industrial Recovery Act* (introduit une

planification dans l'industrie), *Tennessee Valley Authority* (expérience de planification la + aboutie et la vallée du Tennessee, jusque-là isolée et arriérée, connaît une évolution remarquable). 1935 : *Holding Company Act* (qui place les *holding* sous surveillance fédérale) et *Banking Act* (qui renforce le contrôle fédéral sur les banques).

La Cour suprême, très conservatrice, invalide le *NIRA* et l'*AAA* et s'érige en contre-pouvoir au *leadership* de la Maison Blanche. Le Congrès fronde à son tour en 1938 et repousse un projet de réorganisation administrative, surnommé le « *Dictator Bill* ».

Le Big Business n'est pas mort

Face à la crise, Roosevelt, pragmatique, entend fédérer toutes les forces et parmi ses conseillers il y a des représentants du *Big Business* comme Henry Harriman (membre de la Chambre de commerce des É-U qui représente le monde des affaires) et Gerard Swope de la *General Electric*.

Le *NIRA* cherche à concilier les intérêts du *Big Business* et ceux des travailleurs. Les lois *antitrust* sont suspendues mais la campagne de label de l'aigle bleu force les entreprises à établir des salaires minima et à réduire le temps de travail. Ford refuse et jouit de la complaisance de l'Administration. De même, rien de sérieux n'est entrepris contre les taudis de peur de heurter le puissant *lobby* immobilier.

Inquiet du déficit budgétaire, d'une reprise trop lente et des progrès du dirigisme, le *Big Business* crée, en août 1934, l'*American Liberty League*, dominée par *Dupont de Nemours* et *General Motors*, dont le but est de défendre la liberté économique et donc la liberté politique. Lors des élections de 1936, Roosevelt dénonce les « vieux ennemis de la paix, le *Business*, les monopoles financiers, la spéculation... ».

La naissance du Big Labor

Déjà le *NIRA* reconnaissait aux travailleurs le droit plein et entier de se syndiquer. Jusqu'alors, le *Big Business*, dont la collusion avec les gouvernements locaux est avérée, n'avait pas de mal à briser les mouvements syndicaux et sociaux soit par voie judiciaire soit par la force armée. L'entrée en scène d'un *Big Government* fédéral ne pouvait que rééquilibrer le rapport de forces en faveur des travailleurs.

5 juillet 1935 : *National Labor Relations Act* ou loi Wagner qui élargit les compétences fédérales pour faire respecter les libertés syndicales. Les patrons n'ont plus le droit de recourir aux syndicats maison ou aux briseurs de grèves. L'*American Federation of Labor* soutient le candidat Roosevelt en 1936. Le *Committee for Industrial Organization*, né d'une scission avec l'*AFL*, mène une série de grèves sur le tas victorieuses en 1937. En 1940, il y a 10 millions de syndiqués et 15 millions en 1945.

Conclusion

Les 2 guerres mondiales, la crise économique de 1929 et la « magie rooseveltienne » ont conduit à renforcer les pouvoirs présidentiels, non sans de nombreuses réticences. Les démocrates, jadis farouches défenseurs des droits des États, combattent désormais pour un *Big Government*. Le *New Deal* met fin à l'argent-roi et à la suprématie du *Big Business* et suscite l'émergence de contre-pouvoirs comme un *Big Labor*.

L'emprise du *Big Government* est dénoncée par l'économiste Friedrich von Hayek dans son ouvrage *The Road to Serfdom* qui devient la bible des conservateurs. Ces derniers relèvent la tête après 1945 et jouent sur la peur suscitée par les grandes grèves de 1946. Dans un contexte de Guerre froide naissante, de nombreux Américains craignent désormais les excès du *Big Labor* (qui fraye parfois avec le communisme) comme ceux du *Big Business* dont l'échec est encore dans toutes les mémoires.

Bibliographie

Denise ARTAUD, *Le New Deal*, Paris, Librairie Armand Colin, 1969, 286 p.

La NEP : un aveu d'échec ?

Arnaud Cappeau

Poin méthodologique

« NEP » : Nouvelle politique économique mise en place par les bolcheviks à peine 3 ans après la révolution d'octobre 1917 et qui autorise le retour à une économie semi-libérale de pans entiers de l'économie (agriculture surtout). Mais la NEP va bien au-delà de l'aspect purement économique.

« Aveu d'échec » : Lénine reconnaît-il des erreurs idéologiques, tactiques voire simplement techniques ? Est-ce un retour, même partiel, vers le passé pourtant honni et abattu ? Au contraire, la NEP n'est-elle qu'un détour, hétérodoxe certes, mais pragmatique visant à passer au socialisme collectiviste et étatiste en douceur ?

Le plan ne peut pas, sur une si petite période (1921-1927/28) être chronologique, cela nécessiterait des connaissances de spécialiste de la NEP. En outre, la formulation du sujet écarte ce choix. Le plan ne peut être ici que thématique, ce qui n'empêche pas de garder une attention à la chronologie.

Sujets périphériques : *Le paysan soviétique, éternel sacrifié ?* et *L'industrialisation de l'URSS entre les 2 guerres.*

Introduction

La NEP fut adoptée en mars 1921 par le X^e Congrès du Parti communiste ; elle mit fin au communisme de guerre (1918-1921) fortement contesté dans les campagnes comme dans les villes et dont la révolte des marins de Kronstadt — écrasée dans le sang — constitua la + sévère condamnation. Si échec il y a, ce sont bien ces héros de la Révolution, marins et ouvriers, qui le jettent à la figure d'un Parti par ailleurs divisé. La menace extérieure étant levée, beaucoup réclament le retour des libertés confisquées et Lénine lui-même écrit : « On ne peut pas priver les travailleurs à la fois de pain et de liberté ». La NEP a pour objectif de rallier les masses paysannes en révolte presque permanente contre les réquisitions forcées, d'assurer le ravitaillement des villes qui crient famine, de restaurer à la fois la confiance et une économie aux abois.

La nécessité — non prévue par la théorie marxiste — de recourir à un pareil détour économique et idéologique doit-elle conduire à des conclusions générales sur le passage du capitalisme au socialisme ?

I. Une remise en ordre économique

Une situation catastrophique en 1921

Si le communisme de guerre a permis de sauver la révolution prolétarienne de la menace étrangère, il laisse — conjugué il est vrai aux désastres de la guerre elle-même — en 1921 une économie à bout de souffle : économie de maigre subsistance dans les campagnes, chute de la production agricole, villes affamées malgré des réquisitions très mal perçues, maladies (typhus, choléra), chute de la production industrielle, rupture des relations commerciales, économie atomisée et « sauvage » (on brûle des poteaux télégraphiques pour se chauffer...), etc.

Les solutions de Trotski pour remédier au chaos, notamment la militarisation de l'économie (grève = désertion), aboutirent à des échecs et à une privation + grande encore des libertés (syndicale notamment). Zinoviev, + lucide, réclamait au contraire + de liberté. L'insurrection de Kronstadt, début 1921, lui donne raison.

Les mesures adoptées

Les principales mesures concernaient l'agriculture : abandon des réquisitions honnies, substitution de l'impôt en numéraire à l'impôt en nature, liberté de disposer des terres (sauf de les vendre) et des surplus. Le salariat et le fermage furent de nouveau autorisés. Les coopératives furent abandonnées massivement. Les armées du travail furent supprimées.